



11100 682797

Presse Régionale
T.M. : 50 000☎ : 05 55 04 49 99
L.M. : 145 000

87

MARDI 21 JUIN 2011

L'ÉCHO
de la Haute Vienne

• DOCUMENTAIRE

Tortures made in USA

Comment l'administration Bush a légalisé la torture. Marie-Monique Robin a rencontré des témoins clés et propose une enquête fouillée.

**ARTE**
20 H 40

Au printemps 2004, les photos de sévices infligés aux prisonniers irakiens dans la prison d'Abou Ghraïb font le tour du monde. Si l'administration Bush incrimine d'abord des "brebis galeuses" au sein de l'armée, sa responsabilité directe dans le scandale va être établie par des commissions d'enquête parlementaires

conduites entre 2004 et 2008. Elles établiront que, dès le lendemain des attentats du 11-Septembre, le vice-président Dick Cheney a piloté un programme secret destiné à "légaliser" la torture. À Guantanamo, mais aussi dans des prisons secrètes égyptiennes et syriennes, en Afghanistan et en Irak, la "plus grande démocratie du monde" va soumettre des

milliers de détenus, dont beaucoup sont innocents, à des supplices soigneusement définis en haut lieu. Certains en sont morts, sans susciter ni enquête, ni poursuites.

Dick Cheney, George Bush, le chef du Pentagone Donald Rumsfeld, le ministre de la Justice John Ashcroft, ont planifié et commandité ensemble cet usage massif et systématique de la torture,

mais aucun d'eux n'a été poursuivi, rappelle Marie-Monique Robin. S'appuyant sur les archives filmées des commissions d'enquête, mais aussi sur les récits exclusifs de témoins clés, la réalisatrice expose avec rigueur et clarté l'enchaînement des faits et des actes qui ont abouti au scandale d'Abou Ghraïb.

Photo : le camp de Guantanamo.



L'entretien du jour...

Paul-Emmanuel Deyrieux

La Journée internationale contre la torture se tiendra le 26 juin. Arte rappelle ce soir combien elle est d'actualité. Entretien avec Paul-Emmanuel Deyrieux d'Amnesty International...

Barack Obama a-t-il tourné la page de la torture instaurée par l'administration Bush dans sa « guerre contre la terreur » ?

En janvier 2009, il a annoncé avoir signé deux décrets destinés à « prévenir et abolir » l'usage de la torture aux États-Unis, en affirmant que son pays ne « torturerait pas » et que Guantanamo serait fermé. Or, non seulement le camp fonctionne toujours, mais également les lieux de détention secrets que les Américains ont mis en place en Syrie ou au Yémen des dictatures que son gouvernement condamne pour la répression exercée contre leurs peuples. La « torture par sous-traitance », généralisée par l'administration Bush après le 11 septembre, à l'encontre de personnes arrêtées illégalement parce que suspectes de terrorisme, se poursuit. Un journaliste d'Al Jazeera est ainsi détenu au Yémen depuis plusieurs mois. Nous demeurons dans la configuration post-11 septembre, où les démocraties occidentales, à la suite de la plus puissante d'entre elles, ont pu remettre en cause leurs fondements humanistes parce qu'elles se sentent visées. En mobilisant des centaines de juristes pour légaliser la torture pour échapper au droit international, les Américains ont préparé les opinions publiques, la conscience collective, à sa légitimation. Le Prix Nobel de la Paix Obama, c'est vrai, a changé le discours.

Cette remise en cause a-t-elle entraîné un accroissement de la pratique de la torture dans le monde ?

Pas de façon mesurable en tout cas. Il s'agit d'un phénomène relativement stable, et surtout tabou, encore plus depuis qu'une Cour de justice internationale peut inculper pour usage de la torture. C'est-à-dire, selon les conventions internationales, une violence d'ordre politique causant une souffrance physique, mentale et morale aiguë, pouvant mettre en danger la vie de la victime. On estime à 150 le nombre des États qui sont impliqués, mais on est probablement en deçà de la réalité.



L'exécution d'Oussama Ben Laden redonne-t-elle des arguments aux avocats de la torture ?

Ils ont clamé que cette arrestation avait été rendue possible par les interrogatoires musclés infligés à Khalid Sheikh Mohammed, le cerveau présumé des attentats du 11 septembre détenu à Guantanamo. Mais il a fourni l'indice décisif plusieurs mois après l'arrêt de ces sévices, et c'est d'abord une patiente observation de terrain qui a permis aux Américains de remonter la piste. Barack Obama, pourtant, est resté silencieux dans ce débat, alors qu'on ne peut transiger : chaque cas de torture est un cas de trop ; et chaque fois qu'un tortionnaire reste impuni, c'est un encouragement à la torture.

Propos recueillis par Irène Berelowitch - Arte, 20 h 40